

Colloque « Les cadres. Heurts et malheurs d'une catégorie »
GDR Cadres – Guyancourt (Université de St Quentin en Yvelines) et Paris (EHESS)
30-31 janvier 2009

Introduction

Paul Bouffartigue et Sophie Pochic

Merci de votre présence, nous sommes très heureux de clore ces huit années d'existence du réseau du GDR Cadres par ce colloque international. Le CNRS a bien voulu nous financer pour organiser des journées d'étude (14) sur cet objet de recherche, et nous souhaitons remercier les deux organismes qui nous ont soutenu pour l'organisation de cette manifestation finale, l'agglomération de Versailles Saint Quentin et la région IDF.

Ce colloque s'inscrit dans la volonté du comité scientifique de sortir de notre petit cercle de spécialistes réalisant des enquêtes sur les cadres pour discuter avec des chercheurs travaillant sur les classes moyennes ou même sur l'ensemble des catégories sociales pour travailler l'éternelle mais toujours actuelle question de la spécificité (ou non) de cette catégorie des « cadres », aussi bien au regard des autres types de travailleurs, qu'au regard d'autres pays notamment d'Europe où l'on parle davantage de « *managers and professionals* ».

1- Evolution des discours et des travaux sur cadres et classes moyennes

Le GDR est né d'un besoin ressenti par de nombreux chercheurs à la fin des années 1990 de relancer des enquêtes empiriques sur les cadres, en raison du décalage qui existait entre le retour de questionnements sociaux sur les cadres relayés par les médias dans les années 1990, et le silence relatif des scientifiques à leur endroit. Si la sociologie du travail s'était beaucoup préoccupée des cadres dans les années 1960-70, cherchant à situer ces nouveaux salariés qualifiés dans les rapports sociaux de classe, elle les avait relativement délaissés dans les années 1980 où les « yuppies » ne semblaient plus poser de « problème », ni social, ni scientifique, et profitaient du sacre de l'entreprise.

Ce décalage est aujourd'hui largement comblé : le GDR a participé d'une forte relance des travaux de recherches – dont témoigne le grand nombre de livres et d'articles publiés sur les cadres ces dernières années, notamment par de jeunes chercheurs ayant réalisé leurs thèses sur cet objet – au point que ce groupe social a sans doute fait l'objet de plus de publications que le monde des ouvriers ou des employées. Ce renouveau de la recherche sur les cadres est marqué par l'arrivée de nouvelles disciplines sur cet objet – notamment les sciences de gestion, plus particulièrement en GRH, qui était peu développée dans les années 1960-70.

Comblé un vide de savoir scientifique ne signifie pas redoubler les discours sociaux. Quels étaient ces discours sociaux il y a 10-15 ans ? Ils n'étaient pas homogènes. D'un côté, un important courant misérabiliste, parfois un peu passéiste (la comparaison avec un « âge d'or » souvent mythique) lié au contexte de récession entre 1990 et 1995 – les thèmes de la banalisation ou de la précarisation des cadres –, qui était aussi bien porté par des journalistes que par des syndicalistes ou des cadres eux-mêmes ayant vécu des difficultés professionnelles. La presse se faisait largement l'écho d'un tout autre discours, aux tonalités plus modernistes et optimistes, repris et portés par des consultants, des DRH ou le Medef : les cadres comme la figure du salarié libéré du salariat (les carrières nomades, le cadre auteur de sa carrière, le cadre entrepreneur). Ces deux discours avaient cependant un trait commun : ils

étaient centrés sur les évolutions du monde du travail dans un contexte de globalisation et de restructurations, et mettaient le doigt sur une évolution majeure du groupe : la croissance numérique des « petits cadres », en position d'experts ou de chefs de projets et diplômés universitaires. Des recherches empiriques qui se sont alors réalisés dans les entreprises, auprès de cadres sortis de l'entreprise puis enfin dans les administrations, voire même dans le secteur social et associatif. Les auteurs développent des points de vue généralement critiques de ces deux courants. Ils rappellent la diversité interne de la catégorie, mais aussi leurs ressources comparativement aux autres. Banalisés dans une certaine mesure, sans doute, mais toujours spécifiques, semblent être le résultat majeur de ces recherches, qui malheureusement comparent rarement systématiquement les cadres et les non-cadres.

C'est dans cette perspective que nous avons d'ailleurs ouvert ce colloque à des comparaisons quantitatives sur les conditions de travail cadres / non-cadres (Amossé) ou à des enquêtes sur le jeu des employeurs et des syndicats autour du classement « cadre » de nouveaux métiers dans les conventions collectives (Veziat). La récente victoire de la CFE CGC repassée devant la CFDT interroge d'ailleurs la thèse de la fin des cadres, puisque leurs revendications centrées sur les cadres, leur stress, leurs RTT pour compenser ce stress, et leur demande d'égalité des chances contre une individualisation à outrance, ont semble-t-il trouvé leur auditoire (dans une participation très faible il est vrai). Reste qu'il ne fait jamais oublier, dès lors que l'on s'intéresse aux dimensions culturelles et politiques des cadres, à quel point les individus qui composent cette catégories sont inscrits, par leurs parcours sociaux et les familles dont ils relèvent, dans des univers sociaux plus diversifiés, marqué notamment par les « professions intermédiaires ».

Aujourd'hui, un nouveau décalage, plus qualitatif cette fois, n'est-il pas en train de se creuser ? Il semblerait en effet que l'on parle moins des « cadres » et plus des « classes moyennes » qui seraient anxieuses, voire même déstabilisées, discours dont sont assez friants les journalistes. Comme si les questionnements sociaux étaient, en une décennie « montés d'un étage », radicalisés : ce ne sont plus seulement les cadres qui fonctionnent comme miroir des interrogations sociales, mais les « classes moyennes » toute entières, dont les cadres forment, certes, l'un des noyaux majeurs. Sans doute parce que les déstabilisations sociales et politiques se sont élargies approfondies. Le thème de la « panne de l'ascenseur social » repose sur un vrai grippage de la mobilité sociale ascendante (C.Peugny, L.A.Vallet) que les « classes moyennes » incarnaient, alors même que le niveau de scolarisation et donc d'aspirations à la promotion s'est encore élevé dans les nouvelles générations, particulièrement les enfants de classes populaires accédant à une université dépréciée en France.

Sans doute aussi car les cadres et les professions intermédiaires du secteur public vivent à la fois un relatif déclassement en raison du décalage de leur salaire avec le niveau de vie et le marché du logement des grands centres urbains, des réformes qui remettent en question leurs valeurs et leurs pratiques de travail, mais surtout des difficultés à accompagner l'insertion professionnelle et l'installation de leurs enfants. Ces enjeux générationnels sont sans doute plus forts pour les cadres et professions intermédiaires du public surtout riches de leur capital culturel (Chauvel). Mais on sait encore moins de choses sur les cadres et professions intermédiaires administratives et commerciales, cette France des « petits moyens », que ce soit en terme de travail ou de modes de vie. L'occasion peut-être de discuter avec les travaux anglosaxons sur les middle class, qui eux aussi dès les années 1990, s'interrogeaient sur la déformation et recomposition des classes moyennes (Butler, Savage, *Social change and the middle classes*, 1995).

Mais attention, la notion de « classes moyennes » en France a toujours été l'objet de stratégies politiques et électorales, comme le montrent les historiens (C. Charle, J. Rhulmann). La réapparition de la thématique des « classes moyennes » dans les discours politiques montre comment les forces politiques travaillent les représentations globales du monde social à l'aide de cette catégorie, non sans une certaine efficacité (c'est dans les catégories intermédiaires que le sentiment subjectif d'appartenance de classe résiste le mieux, nettement mieux que dans les classes populaires, comme le montreront Pelage et Poullaouec). La droite se positionne, de fait, en défenseur des classes privilégiées supposées victimes d'un « fiscalisme », et essayent de solidariser à leurs côtés les classes populaires stabilisées, en les remontant contre les classes populaires précarisées – les « exclus et assistés ». Le parti socialiste, qui avait depuis longtemps renoncé à l'usage trop connoté des termes « classes », essaye par ce discours de (re)mobiliser d'abord les professions intermédiaires et supérieures du secteur public au sens large (santé, éducation, justice, culture, recherche) contre les politiques de réforme néo-libérales. Pour cette raison, nous avons invité des sociologues et des historiens à dialoguer sur la question des « cadres et des classes moyennes », tout en sachant comme le montre très bien une récente synthèse de littérature (S. Bosc) que les cadres se situent à la charnière des classes moyennes et des classes supérieures. Les « petits cadres » en croissance sont indéniablement membres des classes moyennes, tandis que l'élite dirigeante fait toujours partie des classes supérieures, avec ses stratégies de reproduction et de ségrégation sociale et urbaine.

2- Bilan des travaux du GDR Cadres

Difficile pour nous de faire un bilan objectif des travaux du GDR que nous avons contribué tous les deux à animer. Tous d'abord 14 journées d'étude, qui ont rassemblé à chaque fois entre 50 et 80 personnes, des pionniers des travaux sur les cadres (Benguigui, Bauer, même Jacquin) aux doctorants (avec notamment une journée Jeunes chercheurs en 2004). Un site internet qui nous a permis à la fois de conserver la mémoire de ces journées d'étude (*Cahiers du Gdr* dont vous avez les sommaires dans votre pochette) et de suivre l'actualité des publications. Pendant cette période, les chercheurs de ce groupe ont publié une dizaine d'ouvrages, dont trois collectifs (*Cadres, la grande rupture ; Etre cadre, quel travail ? ; Cadres, les nouvelles règles du jeu*) et de nombreux articles.

A chaque fois, même si généralement les terrains qualitatifs sont restreints à cette population, les cadres sont pris comme des analyseurs d'enjeux plus larges. D'ailleurs y aurait-il un sens, dans une perspective scientifique, d'enfermer le questionnement sur le groupe en lui-même ? Le thème du travail et des carrières des cadres a sans doute été le thème sur lequel une majorité de nos journées s'est consacrée, avec une certaine cumulativité on l'espère, dans un dialogue fructueux entre sociologie et sciences de gestion. Partis des cadres d'entreprise, les questionnements se sont progressivement élargis aux organisations publiques et parapubliques confrontées à un même processus de modernisation/rationalisation. Des avancées restent à faire du côté de la promotion interne (qui relativise les discours sur le déclassement à l'embauche), de la santé au travail (pour interroger la notion de « stress/malaise »), mais surtout des cadres de PME, qui demeurent les grands absents de nos terrains d'enquête.

D'une manière très personnelle, il nous semble que certaines journées ont été marquantes par un éclairage particulier qu'elles ont apporté sur le monde des cadres. Dans le contexte de féminisation de la catégorie, mettre les cadres au regard du genre (2003) révèle comment la carrière a été construite au masculin-neutre et que les femmes (tout comme les homosexuels

ou les minorités ethniques) doivent se conformer à ce modèle dominant ou le contourner, mais sans pouvoir le faire évoluer pour l'instant, malgré les discours sur la gestion de la diversité. A l'initiative d'un courant de science de gestion critique, nous avons également reposé la question des rapports de pouvoir et des formes de résistance, individuelle ou collective, face aux incohérences des stratégies dirigeantes (2006). Enfin, dans un contexte de diffusion du management à d'autres sphères que l'entreprise, étudier les cadres de l'économie sociale et solidaire révèle l'hybridation contemporaine des formes d'organisation du travail et la circulation possible entre ces sphères des savoirs de gestion (2007).

Bien sûr, il est à noter certains points faibles dans nos travaux passés, qui ont d'ailleurs influencé fortement le programme de ce colloque. Nous avons organisé deux journées sur la question de la comparaison internationale, mais elles se sont souvent résumées à des juxtapositions de cas nationaux (Europe du Nord, Europe du Sud ou Maghreb) permettant difficilement de « comparer l'incomparable » pour reprendre l'expression de Marc Maurice. Nous avons peu réalisé d'enquêtes comparatives sur les effets de la mondialisation sur la gestion, les carrières et le travail des cadres. De même, si nous avons ouvert la question des valeurs des cadres, nous avons peu interrogé la spécificité ou banalisation des cadres en terme de styles et modes de vie, ce qui nécessitait de s'ouvrir à la sociologie de la culture ou la sociologie urbaine. De plus, alors même la certification semble un trait de plus en plus caractéristique des cadres, nous n'avons consacré qu'une journée à la formation (initiale) des cadres, alors même que l'évolution des filières de formation, et leur reconnaissance par les employeurs, dans l'espace national et international, semble cruciale pour comprendre à la fois les stratégies de reproduction des élites (grandes écoles), mais aussi les stratégies de promotion sociale de certains. Là encore, une dialogue avec la sociologie de l'éducation s'impose, et des enquêtes sur les élites dirigeantes, notamment financières doivent être lancées, là encore dans un dialogue avec la recherche anglo-saxonne (Savage, Williams, *Remembering elites*, 2007).

Enfin, alors que nous l'avions prévue pour notre 2^{ème} mandat, nous n'avons jamais organisé une journée sur les institutions et organisations fondatrices du groupe cadre - AGIRC, APEC, syndicats de cadres- qui sont en permanence confrontées aux transformations objectives du statut et de la catégorie cadre. La défense et la consolidation des frontières catégorielles vont de pair avec la nécessité d'entretenir le flou de ces dernières. Nous proposons d'examiner ce travail ambigu et ses incidences à partir d'épisodes révélateurs des conflits et des négociations ayant pour composante ou pour enjeu les critères et le champ d'éligibilité au statut de cadre. Ce champ d'enquête est encore vierge, appel aux amateurs...

3- Ouverture du questionnement du colloque

Ce colloque s'inscrit dans la volonté du comité scientifique de combler des lacunes ou des angles morts du GDR, ce qui justifie notre choix de coordonner six tables-rondes où nous ne présenterions pas nous-mêmes nos travaux, déjà présentés dans des journées antérieures.

Comprendre les dynamiques sociales et culturelles dont les cadres sont à la fois objet, mais aussi sujet spécifique, et en tant qu'elles révèlent des dynamiques sociales plus larges, telle a toujours été la perspective du GDR et telle est celle de ce colloque.

Les trois premières des tables rondes tenteront de cerner ces dynamiques avant tout de l'intérieur de la société française : en cherchant à croiser les questions centrées sur les représentations sociales et politiques, un peu délaissées dans le GDR, celles du lien entre

« cadres » et « classes moyennes » (TR 2) , et les questions centrées sur les phénomènes de mobilité (TR1), et celles des frontières et des voisinages immédiats, on souhaite être fidèle à la démarche de dé-substantification des groupes ou catégories sociales : c'est dans l'ensemble des relations qui l'unissent à l'espace social que se construit, déconstruit, recompose le groupe des cadres, comme les autres.

Mais nous avons souhaité mieux examiner que ce que nous l'avons fait depuis huit ans à la fois les implications de la globalisation sur « nos » cadres à la française et sur les catégories équivalentes ailleurs dans le monde, en mobilisant des collègues étrangers qui contribuent à alimenter deux tables-rondes dans lesquelles des situations dans d'autres pays seront traitées (TR 4 et TR 5).

Enfin la dernière table ronde devrait nous permettre d'ouvrir mieux cette « boîte noire » des usages sociaux qui sont faits des travaux de recherche sur ce groupe social, en allant au-delà des responsables d'organisations syndicales et professionnelles, pour mobiliser aussi des témoignages de cadres « de base », de consultants ou de chargés d'études. Quelle est la légitimité, voire même l'utilité du savoir scientifique produit dans le moyen ou le long terme dans cet univers des cadres, centré sur l'action et géré dans l'urgence ?